

SERVICE PUBLIC

Bulletin d'information des territoriaux communistes

<http://www.pcf62.fr>

Septembre – Octobre 2007

SARKOZY : HARO SUR LA FONCTION PUBLIQUE !

Lors de la campagne présidentielle, Sarkozy a clairement annoncé la couleur : il entend diminuer le nombre de fonctionnaires en ne remplaçant qu'un salarié sur deux partant à la retraite. Son secrétaire d'Etat à la Fonction publique, André Santini, a déclaré : « **Il n'est pas normal que 24% de la population active soit fonctionnaire** ».

Tout d'abord, notre ministre a tendance à gonfler « un peu » les chiffres. Il y a 18% de fonctionnaires, et pas 24 ! Et ensuite, il entretient la confusion sur les différentes fonctions publiques. Cette baisse du nombre de fonctionnaires, dit-il en substance, ne concernera pas, en 2007, la fonction publique territoriale. En 2007... mais après ?

Santini a la recette. Il l'a expérimentée dans sa ville d'Issy-les-Moulineaux : **la « délégation de service public », à grande échelle, à des entreprises privées.**

La question des « effectifs » dans la fonction publique, jetée en pâture à l'opinion publique, est un attrape-nigaud. La droite, comme les patrons, aime bien opposer les travailleurs entre eux : « privé-public », « CDI-intérimaire », « salariés-chômeurs », « ceux qui ont la prime au mérite-ceux qui ne l'ont pas », « Français-immigrés », etc... **L'UMP applique, avec Sarkozy, le bon vieux principe du « diviser pour mieux régner ».**

En fait, ce que vise Sarkozy, c'est le principe même de Service public. **L'objectif qu'il s'assigne, c'est de donner au service privé tout ce qui peut rapporter du fric** : l'école, la santé, l'énergie, les transports mais aussi des pans entiers de l'activité de la Fonction publique territoriale : cantines, crèches,



espaces verts, services à la personne, foyers-logements...

C'est bien deux logiques, deux projets de société qui s'affrontent :

➤ La logique comptable du gouvernement : « je supprime 22.700 emplois de fonctionnaires en 2008 pour faire des économies ».

➤ La logique que nous défendons, celle du Service public à la française : combien de fonctionnaires sont nécessaires pour garantir une bonne éducation à nos enfants, une prise en charge normale des soins de santé, une vie normale pour tous dans nos villes... ? Car c'est bien ça, la vraie question. Et nous savons qu'il n'y en a pas trop.

Le gouvernement a annoncé l'organisation de quatre conférences sociales, spécifiques à la Fonction publique, en octobre.

VA-T-ON SE LAISSER LIQUIDER TRANQUILLEMENT ?

NON ! L'HEURE EST MAINTENANT A L'ACTION.

**BRÈVES... BRÈVES...
BRÈVES...**

De gauche ?

Sarkozy s'amuse à débaucher les ambitieux du PS. Certains ont accepté des postes de ministres, comme Kouchner ou Bockel, d'autres de confortables présidences de commission, comme Rocard ou Attali... voire, la présidence du FMI, comme Strauss-Kahn.

◆ Dominique Strauss-Kahn :

Il a accepté d'être le candidat de Sarkozy à la présidence du Fonds Monétaire International. Quand on sait qui est Sarkozy ! quand on sait ce qu'est le FMI : l'instrument monétaire des Etats-Unis, chargé de « gérer » l'endettement des pays du Tiers-Monde ! Quand on sait les dégâts des politiques « d'ajustement structurel » imposé par le FMI aux pays pauvres : privatisations, diminution des dépenses de santé, d'éducation...

◆ Jacques Attali :

L'ancien conseiller de François Mitterrand aime les fauteuils dorés. Après avoir été remercié par la Banque Centrale Européenne dont il fut le premier président (à cause des dépenses somptuaires qui menaçaient l'institution), le voilà qui accepte la présidence d'une « commission pour la libération de la croissance ».

Parmi les 43 membres de cette commission, Attali a nommé Franco Bassani, que nos collègues italiens n'ont pas oublié. Ce dernier a été ministre de la Fonction publique italienne. Sa recette pour relancer la croissance : « réduire les effectifs de la Fonction publique et ainsi diminuer les impôts... »

Quand on vous disait qu'il y avait une fausse gauche...

André Santini, ministre de la Fonction publique :

Un drôle de choix

Sarkozy a nommé en juin dernier André Santini comme secrétaire d'Etat à la Fonction publique. Cette nomination a surpris beaucoup de monde : c'est que notre ministre est mis en examen en qualité de Maire d'Issy-les-Moulineaux pour « détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêt ».

Il est mis en cause pour les fonds publics versés par sa municipalité à une société privée facturant la conservation de tableaux détenus dans une fondation par le promoteur Jean Hamon.

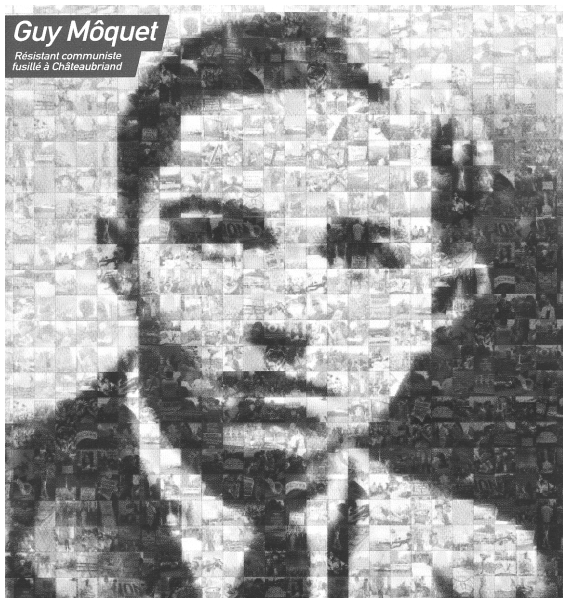
Il est aussi poursuivi pour la prise en charge, par la société en question, de l'emploi d'un de ses amis proches. Certes, une mise en examen ne préjuge pas du verdict, et tout inculpé est présumé innocent dans l'attente du jugement. **Ceci étant, Sarkozy aurait pu choisir un autre ministre. S'il ne l'a pas fait, c'est que Santini a des convictions fortes en matière de Service public.**

Lors d'un colloque organisé par le Medef sur le thème « *Délégation de service public et libéralisation peuvent-elles mieux faire tourner les services collectifs ?* », André Santini déclarait : « *Les services collectifs –(vous aurez noté que chez les patrons comme chez le ministre, on n'utilise pas l'expression 'service public')- sont un marché en pleine expansion pour les entreprises. Les possibilités de développement pour les entreprises sont immenses* ».

Il développait plus loin, en prenant des exemples dans la fonction publique hospitalière : « *Le gouvernement a projeté la construction et la gestion de nouvelles prisons dans le cadre d'un partenariat public-privé. Le domaine de la Santé devrait suivre la même voie...* ».

Et, quant à la gestion des communes, le ministre ajoute : « *A un niveau plus local, la gestion publique ne permet plus d'assurer tous les métiers comme par le passé. Par exemple, la commune d'Issy-les-Moulineaux ne peut plus gérer directement quelque 200 activités ou métiers. Les services informatiques, les parcs, les jardins, et même les ressources humaines sont progressivement externalisés vers la sphère privée* ». **Là aussi, s'ouvrent des perspectives d'activité pour les entreprises.**

Guy Môquet
Résistant communiste
fusillé à Châteaubriant



Aujourd'hui, demain, combattre

REJOIGNEZ LES
COMMUNISTES

PCF
Parti communiste français
WWW.PCF.FR/ADHERER

CERTAINS
C'EST VRAI, IL Y A TROP DE FONCTIONNAIRES
EN FRANCE!



DE PLUS EN PLUS
DE PAUVRES...
MAIS DOTÉS
D'UNE RICHESSE
INTÉRIEURE
INÉSTIMABLE!



« NOTRE » MINISTRE EPINGLE PAR LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

André Santini a été épinglé par la Chambre régionale des Comptes concernant sa gestion d'Issy-les-Moulineaux. Dans sa « bonne ville », les dépenses de personnel ne représentent que 41% des charges de fonctionnement alors que la moyenne nationale est de 51%. La recette de Santini est dévoilée dans le rapport de la Chambre régionale des Comptes d'Île-de-France (page 5) : « **Le niveau modéré des dépenses de personnel s'explique notamment par le recours à des prestataires extérieurs** ».

A Issy, les prestataires privés s'occupent de tout : du stationnement, des crèches, de la piscine, des espaces verts, de la restauration scolaire, et même de la gestion des ressources humaines et des tâches administratives ! **Et tout ça coûte très cher aux habitants d'Issy-les-Moulineaux.**

Sous prétexte de faire des économies de personnel, « **les délégations de service public se traduisent par un montant élevé des charges externes : 427 euros par habitant, contre 237 euros par habitant pour la moyenne nationale** », toujours selon les rapporteurs de la CRC d'Île-de-France. Et encore, il ne s'agit que d'une estimation car, pour avoir des chiffres plus précis, il faudrait pouvoir disposer de comptes clairs. Seulement voilà, le rapport de la Chambre dénonce, quasiment à chaque paragraphe, « **le flou, l'absence de cohérence entre les différents documents financiers produits par certains délégataires** ».

André Santini possède bien une recette susceptible de réduire le nombre de fonctionnaires mais celle-ci a un prix... difficile à estimer !!!

Retrouver l'intégralité du rapport de la Chambre régionale des Comptes sur la gestion de notre « cher » ministre sur :

http://cafedissy.fr/IMG/pdf/Rapport_de_la_Chambre_Regionale_des_Comptes.pdf

Menaces sur nos retraites

Le régime des retraites de la Fonction publique est lui aussi menacé. Si Sarkozy et Fillon ont décidé de s'attaquer aux « régimes spéciaux » des cheminots, mineurs, gaziers-électriciens, dès maintenant, **ils ne nous oublient pas non plus !!!**

Dans une interview au journal « La Croix », le 28 août dernier, André Santini a déclaré : « Le régime des retraites de la Fonction publique est encore une sorte de régime spécial... La question du rapprochement du secteur public avec celui du privé se pose pour 2008. Elle fait partie des axes de travail ».

« Un régime spécial »... sous-entendu, un régime qu'il faudra faire disparaître en l'alignant sur celui du secteur privé.

L'an prochain entrera, en effet, en vigueur cette partie de la réforme des retraites, initiée en 1994 par Edouard Balladur. Ainsi, au lieu de calculer la pension sur les 6 derniers mois de salaires, la retraite des salariés du secteur privé le sera désormais sur les 25 dernières années. De même, il y aura alignement progressif de la durée de cotisation à 40 ans, dans le public comme dans le privé. La question que pose André Santini, c'est celle de l'alignement total du régime de la Fonction publique sur celui du privé : une retraite calculée sur les 25 dernières années.

Faut-il attendre gentiment 2008 pour bouger sur la question de nos retraites en laissant le temps à la droite de régler leur compte aux « régimes spéciaux » ?

NON. Seules l'union et la solidarité dans les luttes peuvent faire reculer Sarkozy, Fillon et Santini.



REJOIGNEZ LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

- Pour riposter à la droite et construire une alternative politique crédible,
- Pour combattre la droite et tous ceux qui veulent liquider la Fonction publique territoriale : c'est décidé, j'adhère au PCF.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

ENTREPRISE :

Bulletin à renvoyer à : PCF 66 rue de la Gare – 62300 LENS, ou à remettre à un militant.
fedepcf62@wanadoo.fr